

Déchéance de la chose écrite

André Beaudet

Volume 23, numéro 2 (134), mars–avril 1981

L'institution littéraire québécoise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60264ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, A. (1981). Déchéance de la chose écrite. *Liberté*, 23(2), 119–127.

Déchéance de la chose écrite

ANDRÉ BEAUDET

J'abomine les écoles et tout ce qui y ressemble : je répugne à tout ce qui est professoral appliqué à la littérature qui, elle, au contraire, est tout à fait individuelle. Pour moi, le cas d'un poète, en cette société qui ne lui permet pas de vivre, c'est le cas d'un homme qui s'isole *pour sculpter son propre tombeau*. (...) L'attitude du poète dans une époque comme celle-ci, où il est en grève devant la société, est de mettre de côté *tous les moyens vicieux* qui peuvent s'offrir à lui. Tout ce qu'on peut lui proposer est inférieur à sa conception et *son travail secret*. (Mallarmé, réponses à une enquête *Sur l'évolution littéraire*, 1891).

Un écrivain, pour autant qu'il s'en trouve un, éprouve la plus sérieuse difficulté à se compromettre avec cette affaire de la publication qui lui échappe. Il soutient assez mal la mise à jour de l'écrit qu'il soutire à la nuit dont il s'éveille. D'autant qu'il n'écrit pas pour ce monde-ci duquel il s'absente pour ce faire, mais dans *l'autre monde* dont il déplace en rêve la limite. Kierkegaard, Lautréamont, Mallarmé, Kafka, Bataille, Joyce, Artaud, Sollers, et même Lacan, autant de stratégies différentes de la publication pour dire que ça ne s'arrête pas de délivrer des effets de langage.

Le contrat d'édition qui liait Claude Gauvreau aux Éditions Parti pris est à lui seul, paraît-il, un texte, c'est-à-dire un testament qui allait lui permettre, enfin, de mourir de cet acte, emportant avec lui dans la dèche son éditeur.

Il y a beaucoup de bruits, présentement, autour de l'édition critique et complète des textes de Hubert Aquin qu'on prépare, avec universitaires interposés, à grand renfort de publicité. Il est à craindre, cependant, et malgré toute la bonne volonté qu'on y met, que ce projet se heurte aux pires intolérances de ceux qu'aura compromis Aquin pour arracher à leur vie la force qui lui était nécessaire pour écrire.

Mais l'expérience la plus désespérée jusqu'ici demeure celle de Victor-Lévy Beaulieu qui l'assume jusqu'à faire de cette question le *feuilleton* de sa vie, jusqu'à la montrer en acte dans son télé-roman *Race de monde*. Parfois c'est braillant de naïveté, je le concède, mais il ne peut en être autrement quand il s'agit de

porter sa dépouille à l'adresse de tous.

Donc, on s'affaire beaucoup autour de cette question : publier, éditer.

Publicare, c'est montrer, exhiber quelque chose pour le vendre à l'encan, le confisquer ou l'adjuger à l'État. Ou encore, révéler, divulguer un *secret*. Du moins, on le croit.

Lacan a ce mot de *poubellication* pour désigner la chute de la chose écrite dans la corbeille à papier, dans l'oreille d'un sourd. Pou-belli-quer : voilà l'entêtement que met l'écrivain à rendre l'écrit incompatible avec ce qu'on pourra en lire, à faire sauter la trésorerie de la langue. Comme porteur des germes de sa pratique, l'écrivain — du moins tel que l'entend Barthes dans sa *Leçon* — « doit avoir l'entêtement du guetteur qui est à la croisée de tous les autres discours, en position *triviale* par rapport à la pureté des doctrines (*trivialis*, c'est l'attribut étymologique de la prostituée qui attend à l'intersection de trois voies). » Trivial, vulgaire et commun, l'écrivain ne s'engage pas comme tout le monde sur la voie publique (de la publication).

Mais il y a plus.

Edere veut aussi bien dire accoucher qu'expirer : ce qui se laisse mettre au monde, dehors, ainsi représenté (par un autre), est aussitôt mort-né. *Editio* désigne les juges entre lesquels un accusé devra choisir par voie de récusation. *Editus* indique une certaine hauteur à partir de laquelle se produit une déjection : la retombée de déchets.

L'éditeur, avec la complicité de son double (le libraire) qui en prend livraison par l'intermédiaire de qui répand partout le contenu, *publie* — c'est-à-dire rend public sous son aspect manifeste et transparent — un *déchet* qu'il a à charge d'évacuer, à tout prix, de son lieu d'énonciation. D'un nom dont il garantit froidement l'absence et l'absention, comme un cadavre en tombe, il assure de son sceau la paternité d'une image, la pérennité d'un mythe dont s'empare à sa suite toute institution. Lors du lancement, l'auteur peut honorer qui il veut d'une dédicace, il ne dédie en son nom que ce qu'il a dédit, pour l'écrire, de son nom : voilà le symptôme que l'autre met en scène. Par exemple, la littérature s'enseigne quand elle devient *lettre morte* entre les mains de tout professeur qui la détient pour la brandir aux yeux de qui il montre le sens pour l'ensevelir — de peur qu'elle

ne lui soit volée ou que, plus simplement, elle ne s'envole à nouveau : c'est pourquoi, dès que reçue, elle décoit l'étudiant en lettres.

D'un bout à l'autre de la chaîne, il s'agit d'éliminer, pour le porter à son crédit ou le discréditer, le dire d'un sujet parlant qui *paye de son nom* cette renommée (*post mortem*) qu'entraîne son dire ainsi déjeté, tordu, quand on se substitue à lui pour le comprimer, le *bander* dans un tissu sans faille : « la survie de la chose écrite est celle de la momie » (Bataille). L'éditeur, le libraire, le commentateur d'opinions, le critique de journal, le professeur, jusqu'au linguiste en passant par l'analyste, sont là pour étouffer dans l'œuf, pour tenir fermée, pour boucher cette part intolérable (maudite) qu'il y aurait à laisser cette expérience se dire, se commettre, se commenter en s'expiant.

Comment maintenir vivant ce que l'éditeur et les autres par derrière lui, par commerce et par profession, veulent exhiber *comme mort-né* en un rituel falsifié, un culte vicié, une ritournelle innocente ?

Il me faut faire un aveu : je publie très peu. Il est vrai que je m'efforce d'envoyer mes choses déchiiées toujours à la mauvaise enseigne, de sorte qu'on me les retourne avec la petite note de service pour me faire savoir qu'elles n'intéressent personne : trop grosses ou trop lourdes, importées ou illisibles, quand elles ne sont pas dites prétentieuses. De toute manière, je ne suis pas pressé ; d'être devenu posthume, j'ai maintenant tout mon temps.

Cependant, il m'arrive quelquefois de publier. Ainsi par la voie d'un journal, j'apprends que Jean-Guy Pilon, son attention attirée par la disposition formelle d'un texte que je venais de commettre, avait tourné de l'œil. Un autre critique du même journal me téléphone pour éclairer sa lecture ; quelques jours plus tard je lis qu'il avait été intéressé par ma mise en scène d'un « onanisme » particulier. Pour ce même livre, un professeur d'université — il est vrai, avec l'aide de Castoriadis — pas très sensible aux vertus d'Onan, l'a taxé de « stalinisme scriptural » (*sic*). Malheureusement pour moi, ce dernier concept n'a pas encore fait fortune en critique littéraire.

Mes relations avec la critique sont au plus bas.

L'instance critique, comme la nomme si justement André Bro-

chu, se fait rare. Entre le journaliste coupe-gorge qui expose chaque semaine sa tête de Jivaro et le discours universitaire qui donne de plus en plus dans l'anthologique, il y a les tenants de la grille minimale qu'ils braquent sur n'importe quel texte pour chauffer à blanc leur méta-théorie et ceux qui, d'un coup de tête, commencent leur approche critique par la dénégation de l'objet sur lequel ils achoppent. N'oublions pas les délivreurs d'un permis de jouissance qui vous ouvrent la porte de ce que Barthes appelle la *signifiôse*.

Quelque part la pensée fait défaut, l'inspiration (le coup de foudre) dans la pensée (au sens de Nietzsche).

Donc, l'édition est en crise, l'enseignement est en crise, l'économie est en crise, l'Occident est en crise. Partout ça s'éditionne.* Seule la critique, ici, ne met rien en crise — corsetée qu'elle est.

« En critique, la parole juste n'est possible que si la responsabilité de l'« interprète » envers l'œuvre s'identifie à la responsabilité du critique envers sa propre parole. » « Passer de la lecture à la critique, c'est changer de désir, c'est désirer non plus l'œuvre, mais son propre langage. » Je glane ces quelques propos pour prendre date : Barthes, 1966.

Comment mettre un peu de gongorisme dans la pensée, un peu d'acuité et de *grâce* (ce mot vient de Baltasar Gracian), d'ingrédient et de piquant, un grain d'excès dans le sérieux allié à l'ironie joyeuse d'un art de la guerre ?

Il faut revendiquer, en l'affirmant, une liberté de langage.

Quand il m'arrive de produire, de la plus amicale façon, une intervention critique qui engage ma responsabilité, deux mots en soutiennent le questionnement : *transfiction*, *parlogue*. Le premier témoigne de l'irruption du langage que je tente dans la vérité du langage qui m'atteint, le second insiste sur la nécessaire déclinaison d'identité de celui qui est aux prises avec cette tentation.

Mais, au train où vont les choses pour moi, il n'est pas certain que ces deux mots que j'exhume de mon classeur voient le jour en toute liberté.

Dès qu'il publie, l'écrivain devient suspect, parfois il déran-

* C'est d'ailleurs ce qui constitue le marché de l'édition.

ge, car, par l'exigence de l'écriture qu'il affirme en la libérant, il touche — directement ou de manière distraite — le nerf de la communauté parlante dont il noue et dénoue sans cesse le lien qui le rattache encore à elle.

Il arrive qu'un écrivain s'incline devant la Loi qu'il défie, demandant à un proche d'assumer pour lui l'expiation de sa faute par autodafé. Cependant l'État, s'il se sent menacé par cette affaire publique qui le concerne et dont il s'adjudge tous les droits, peut procéder de lui-même à la liquidation de ce fond(s) qui l'excède.

Le droit le plus volontiers reconnu à l'écrivain est celui de se taire, selon la formule consacrée : il n'y a d'écrivain que mort. De cela il faut s'assurer, se rassurer d'abord, avant de procéder à l'identification de l'auteur et aux actes de célébration et de commémoration — s'il y a lieu de le faire.

Aujourd'hui, l'État (et, en ce qui nous concerne, il n'y a pas qu'un État-Providence, mais deux) subventionne la recherche et l'édition, distribue des bourses, décerne des prix, etc., en plus de légiférer et d'énoncer des politiques culturelles. En d'autres termes, l'État ainsi devenu le patron étend son pouvoir sur toute institution dont il est le créancier, faisant de nous tous autant que nous sommes ses fonctionnaires. Avec l'État au service de la culture, plus de risques à encourir : la course est ouverte aux concours, honneurs et distinctions. L'État peut même récompenser tout adversaire au régime qu'il représente, s'il peut désamorcer et neutraliser avec l'aide des appareils (information, diffusion, enseignement, etc.) qu'il commande et ainsi utiliser à son avantage et sans contrainte toute pensée réfractaire et porteuse de la moindre étincelle de contestation.

En donnant à un prix le nom de Borduas, porteur du plus grand pouvoir de contestation, il fait de ce nom une institution en s'annexant une renommée. De sorte que le prix, une fois institué, peut être octroyé — et cela s'est vu récemment — à un peintre académique comme Molinari qui, lors de sa réception, s'offrait même le luxe de falsifier certains faits en sa faveur afin de bien montrer qu'il a mérité — pour services rendus — de faire lui aussi l'éloge de Borduas.

L'an dernier, au plus creux du marasme où se tenaient plusieurs maisons d'édition, le Ministère des Affaires culturelles dé-

bloque plus d'un demi-million de dollars pour la mise en chantier d'une édition critique complète des œuvres du chanoine Lionel Groulx. Qu'est-ce que cela veut dire ? Par cet énoncé de politique culturelle qu'il rend prioritaire, le Ministère rend ainsi hommage à celui qu'il considère comme notre maître culturel à tous. On se souviendra que pour épargner une œuvre d'art jusque-là enfermée au purgatoire, il avait tout aussi bien exhumé la statue de Duplessis.

Soljénitsyne a eu un jour ce mot terrible : « Les grands écrivains, en quelque pays, sont toujours comme un état dans l'État : tous les régimes leur préfèrent les médiocres et les serviles. »

De tous ces états d'âme, qu'aurais-je à médire de plus, moi qui écris en vivant au crochet des bourses que me concède l'État.

D'un côté publier, éditer, de l'autre instituer, célébrer ; entre les deux, ai-je noté, l'absence de critique que garantit le service culturel de l'État comme pourvoyeur de fonds.

La langue de l'institution se pose comme la légitimité d'un savoir qu'expose magistralement le discours de celui qui en assure la maîtrise. Il faudrait lire l'article de Michel van Schendel dans le sixième numéro de la revue *Brèches* où il analyse la gérance (et l'ingérence du discours de l'institution littéraire sous l'espèce des manuels comme formes de censure et de privilège. Ce à quoi je n'ajouterai, bien modestement, que ces quelques notations décousues.

Si pour Mallarmé l'écrivain, dans la solitude où le plonge l'exigence d'écrire, ne peut que sculpter son tombeau, l'institution littéraire quant à elle l'assigne à demeure dans ce tombeau pour l'enfermer (la lui fermer), le remettre à sa place. Mais voilà le hic pour l'institution : ce tombeau, frangé du deuil par lequel un écrivain fait le mort pour cadavériser sa position (déchet, rebut), *est vide*. D'où l'empressement qu'elle met à boucher ce trou, à poser la dalle d'un savoir sur ce qui la rebute, à disposer d'un nom pour le régler sur l'image d'une identification dont elle assure le marché.

Instituer, c'est vous faire rentrer ou mettre dedans — comme on dit.

L'écrivain s'accommode assez mal de l'institution littéraire comme le mystique de l'institution religieuse : ils ont ceci en

commun d'être mécréants ou saints, de déranger le monde (et l'imaginaire de son ordre) par leurs cris et leurs crises. Comme le note Lacan, « le saint est le rebut de la jouissance ». C'est pourquoi, comme personne ne comprend où ça le mène, on veut le mettre au pas, empêcher le pas au-delà de ce qui ne cesse pas de ne pas passer.

Insti-tuer, cela signifie prendre en otage un nom, *tuer* l'identité de qui, derrière lui, se cache au point de faire vaciller la vérité de l'écriture qu'il soutient en regard de la communauté pour qui cet acte devient insupportable.

De l'institution, les intellectuels font leur beurre, lançant périodiquement leur campagne d'assainissement anti-intellectuelle. L'anti-intellectualisme des intellectuels dits québécois est de tradition. N'écoutez que *Book-club* de Radio-Canada pour entendre comment là, en radiophonie, on met en boîte, on la *boucle* — pour y mettre un terme — à tout opérateur de langage. Comme quoi le funambule — ce danseur de la corde raide — cède sa place à tout bouffon somnambulique.

Si *instituere* consiste à organiser, comme effet de surveillance, la version sociale — et même nationale — de la littérature, *celebrare* qui lui fait pendant met en vogue n'importe quel nom dont l'institution est hantée pour en gérer et digérer l'affaire en famille. Ceci commence pour nous avec le cas Nelligan* à partir duquel s'inaugure la censure de l'institution comme dénégation (rituel) et compensation (mythe) et dont elle a fait son baba, c'est-à-dire son caca et son dada. D'où il résulte que toute célébration, le plus souvent, procède d'une *indigence à penser* ce sur quoi (ou sur qui) porte la fête pour laquelle il y a foule : « Car aujourd'hui, indique Heidegger, tout s'apprend de la façon la plus rapide et la plus économique et, le moment d'après, est oublié tout aussi rapidement. Ainsi une célébration est-elle bientôt supplantée par une autre célébration. Les fêtes commémoratives deviennent de plus en plus pauvres en pensée. Fête commémorative et absence de pensée se rencontrent et s'accordent parfaitement. » Par cet affolement de la pensée qui écarte toute aptitude à penser, l'institution procède d'une mémoire sélective pour dresser, devant ceux auxquels elle s'adresse en vue de les instrui-

* Sur cette question, cf. notre « Nelligan's Fake » dans *la Nouvelle Barre du Jour*, avril 1981.

re, un monument au nom en vertu duquel est choisi le lieu et le jour du souvenir — de préférence l'anniversaire de la mort ou de la naissance.

Celui qui (s') institue (dans) ce rôle de gérance n'est autre qu'un *institor* : négociant, colporteur, trafiquant, qui falsifie la circulation des discours devant ceux qui se rassemblent là, en guise de célébration, pour commémorer ensemble, c'est-à-dire *commérer* en commun.

Il n'y a d'institution, fût-elle littéraire, que funéraire et face à laquelle un écrivain, s'il s'en trouve un, *démérite* dans la déchéance de la chose qu'il écrit comme dans la défaillance du pouvoir qu'il assume.

De tous ces repiquages dont je soutiens, bien maladroitement, la mise à l'épreuve des questions, Mallarmé en a écrit un coup quant aux préoccupations pour lesquelles cette enquête-ci a été lancée, dans un texte où se résume pour lui *la Musique et les Lettres* et qu'il a lecturé devant son auditoire anglo-saxon d'Oxford parce qu'il savait qu'un auditoire français n'aurait rien entendu de la musique que le vague, non la tension.

Voilà à peu près où je voulais en venir, car si nous avons l'oreille de la musique comme le pensait Hubert Aquin, il n'est pas dit pour autant que la musique dans les lettres — où pointe la littérature en question — *passé*.

Du reste, on l'aura peut-être compris, la littérature ne m'intéresse pas, du moins sous cette forme de *grande réduction* qu'elle prend en s'abritant sous le couvert d'une nation (québécoise, canadienne ou française — que m'importe !) et en proie à ses mandarins qui partout affichent leur plus complet mépris en face de cette mise en scène du langage qu'elle est, mais dont ils surveillent cependant les relais de transmission, verrouillés qu'ils sont par la cause qu'ils s'entendent à lui faire servir.

En ce sens, *écrire* est défaire les consciences de leur misère nationale et, faut-il l'ajouter, sexuelle.

Quand je dis *écrivain*, j'entends par là *celui qui ne marche pas* du même pas que les autres ni ne langage en commun, mais court dans sa vie en accompagnant sa mort, fait de sa vie une course contre la montre. Celui qui inscrit en creux dans le volume de l'écrit qu'il commet, le commentaire vivant et vécu qui le déporte à long terme, mais de plus en plus rapidement, au-delà

de cette déjection. Celui qui prend à son compte cet état permanent de crise afin d'en pressentir le point de dénouement maximal à travers une suite d'éveils dont l'insomnie percutante qui est la sienne fait la lumière sur tous les cauchemars qu'il traverse, n'accordant à sa vie que l'insignifiance d'un rêve éveillé. Celui qui pousse l'interrogation à la limite même du monde *d'où il vient*.

Du reste, écrire comme mourir — et de cela, il faudra en faire aussi votre deuil — n'a aucune importance. Pour autant que l'écrit, chu et déchu, reste irrepérable et insituable en regard de ce qui est encore à écrire.